

AUCUNE COURSE DE CHEVAUX N'A ÉTÉ ORGANISÉE DEPUIS LE 14 SEPTEMBRE DERNIER

Scandale à l'hippodrome du Caroubier



Si la situation ne s'arrange pas, pas moins de 4000 salariés risquent de se retrouver dans la rue. ©D. R.

Le torchon brûle entre la direction de la Société des courses hippiques et du Pari mutuel et les propriétaires éleveurs de chevaux qui refusent d'engager leurs étalons dans des courses. Ils exigent le départ du directeur général de la SCHPM.

L'hippodrome du Caroubier n'a abrité aucune course de chevaux depuis le 14 septembre dernier. La société des Courses hippiques et du Pari mutuel (SCHPM) n'a pu organiser aucune épreuve depuis que les propriétaires éleveurs eurent refusé d'engager leurs étalons sur la piste et de décider de débrayer pour faute de paiement des arriérés de dotation sur une période de plus de 16 mois.

Ce n'est que ces derniers jours que les pouvoirs publics ont débloqué l'argent nécessaire au règlement des dotations des propriétaires et des salaires des ouvriers. La décision a été prise à l'issue d'un conseil interministériel tenu le 6 du mois en cours et consacré à la situation de la SCHPM.

Cependant, l'activité équine au Caroubier ainsi qu'au niveau des autres hippodromes est toujours à l'arrêt. Entre-temps, les éleveurs persistent et poursuivent leur mouvement de grève.

Ces derniers réclament le départ du directeur général de la SCHPM. En ce sens, le président de l'Association des propriétaires de chevaux de Zemmouri, Sid-Ali Chellal, n'est pas allé avec le dos de la cuillère pour fustiger la direction actuelle de la SCHPM qui est, selon lui, responsable de la situation dramatique dans laquelle se débattent les neuf hippodromes au niveau national. "La famille des chevaux restera malade tant que le directeur général actuel et ses collaborateurs sont aux commandes de la SCHPM. Ces derniers sont les responsables de la situation de faillite de cette société. La première revendication a été satisfaite par les

pouvoirs publics, à savoir le paiement des arriérés de salaire. Il reste maintenant le départ du DG de la société”.

Le syndicat UGTA de la SCHPM interpelle Bouteflika

Emboitant le pas à celui de Zemmouri, Rehani Rabah, le vice-président de l'Association des propriétaires du Caroubier, enchaînera : “Il n'est pas question de reprendre les courses tant que le DG actuel est toujours en poste. Ce dernier est à l'origine de tous les maux de la SCHPM. Il y a un problème de mauvaise gestion. Il faut savoir que pas moins de 4000 personnes, entre simples ouvriers, entraîneurs et jockeys risquent de se retrouver dans la rue. C'est au ministère de l'Agriculture d'assumer ses responsabilités. Je vous signale au passage qu'une réunion de travail sera organisée dimanche (NDLR : aujourd'hui) au ministère de l'Agriculture. Une délégation des propriétaires sera désignée pour réitérer notre principale revendication et exiger le départ du DG actuel”. Notre interlocuteur a rappelé que le propriétaire dépense une moyenne de 30 000 DA/mois pour l'entretien d'un seul cheval. Ce sont des charges fixes que le propriétaire assumera tout seul. Le vice-président de l'Association des propriétaires du Caroubier soulignera en outre que les 700 propriétaires éleveurs de chevaux au niveau national sont déterminés à poursuivre leur mouvement de protestation, et ce, jusqu'au départ du directeur général de la société des courses. Pour sa part, le syndicat UGTA de la SCHPM impute la responsabilité de cette situation de blocage à la direction actuelle. Le coordinateur national du syndicat UGTA de la SCHPM, Djamel Oudafal, n'a pas fait dans la dentelle : “La société des courses est aujourd'hui déficitaire et endettée. Par le passé, le chiffre d'affaires de la société avoisinait les 9 milliards de centimes. C'est une situation inédite dans l'histoire de la société. C'est un scandale et un crime contre la famille du cheval. Je lance un appel solennel au président de la République d'intervenir et mettre un terme à cette situation affligeante.” Plus loin, le représentant syndical UGTA précisera qu’“on n'a jamais vécu une telle situation du temps de l'ancien DG M. Riane. Tous les propriétaires de chevaux et le reste du personnel étaient payés sans aucun jour de retard, avant l'arrivée de M.Retiti le 8 mars 2012.”

“J'ai signé 700 chèques”

Pour la direction générale de la SCHPM, il n'y a aucun mouvement de grève tel que présenté par le syndicat UGTA ou l'Association des propriétaires éleveurs. Le directeur général, Mohamed Tayeb Retiti, nous a reçus dans son bureau, en présence du secrétaire général du syndicat UNPA de la SCHPM, Oussada Rachid. Notre interlocuteur a battu en brèches les arguments de l'autre partie. M. Retiti a résumé ce conflit, qui perdure depuis plus de deux mois, en un manque d'engagement de la part des propriétaires éleveurs. “Pour nous, il n'y a aucun mouvement de débrayage. Les propriétaires éleveurs refusent tout simplement d'engager leurs chevaux dans des compétitions, et ce, en raison du non paiement des dotations des courses. Mais maintenant, tout est rentré dans l'ordre, du moment que les arriérés de salaires ont été versés. J'ai signé 700 chèques”, indiquera le DG, avant de rappeler les décisions prises lors d'un conseil interministériel du 6 novembre et consacrée à la société des courses hippiques et des paris mutuels. “A l'issue du CIM, il a été convenu l'effacement total des dettes de la société qui étaient de 400 milliards de centimes, ainsi que le paiement des arriérés de salaires par le Trésor public”, ajoutera M. Retiti. Réfutant les accusations de l'autre partie, le directeur général de la société des courses a expliqué qu'il n'est nullement responsable des retards dans le paiement des dotations. “Au lendemain de mon installation, j'ai découvert des arriérés de salaires de plusieurs années. Les raisons de cette situation sont liées à l'augmentation des dotations telle qu'exigée par les propriétaires au moment où les courses n'étaient plus attrayantes pour séduire des parieurs. La dotation était largement supérieure aux recettes des paris.” Affichant un optimisme mesuré quant à la reprise de l'activité, notre interlocuteur a affirmé que “les courses ne tarderont à reprendre. A ses yeux, il s'agit de laisser un temps de grâce aux entraîneurs pour entamer les préparations nécessaires après un long arrêt des compétitions.” Le secrétaire général de l'UNPA de la SCHPM interviendra et emboîte le pas au DG, rappelant qu'il n'y a pas de mouvement de grève. Il a réduit ce conflit au problème de représentativité syndicale au sein de l'entreprise. “L'UNPA est le syndicat le plus représentatif à la SCHPM. La coordination UGTA n'a pas atteint le seuil des 20% d'adhésion requis”, précisera-t-il.